

RESUME

PROFILAGE DES PERSONNES DEPLACEES INTERNES (PDI_s)



**DANS LA PREFECTURE DE
BAMINGUI BANGORAN,
REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE**



Ce rapport présente les résultats globaux de l'enquête sur les PDIs de mai 2011 réalisée sur deux axes (Ndélé Centre/Dar-el-Kouti et Bamingui) de la Bamingui Bangoran. Il a été conçu dans le but d'améliorer le niveau d'information sur le nombre désagrégé par sexe et âge, et la répartition des PDIs ainsi que leurs conditions de vie et leurs besoins de base pour un meilleur ciblage des interventions en leur faveur.

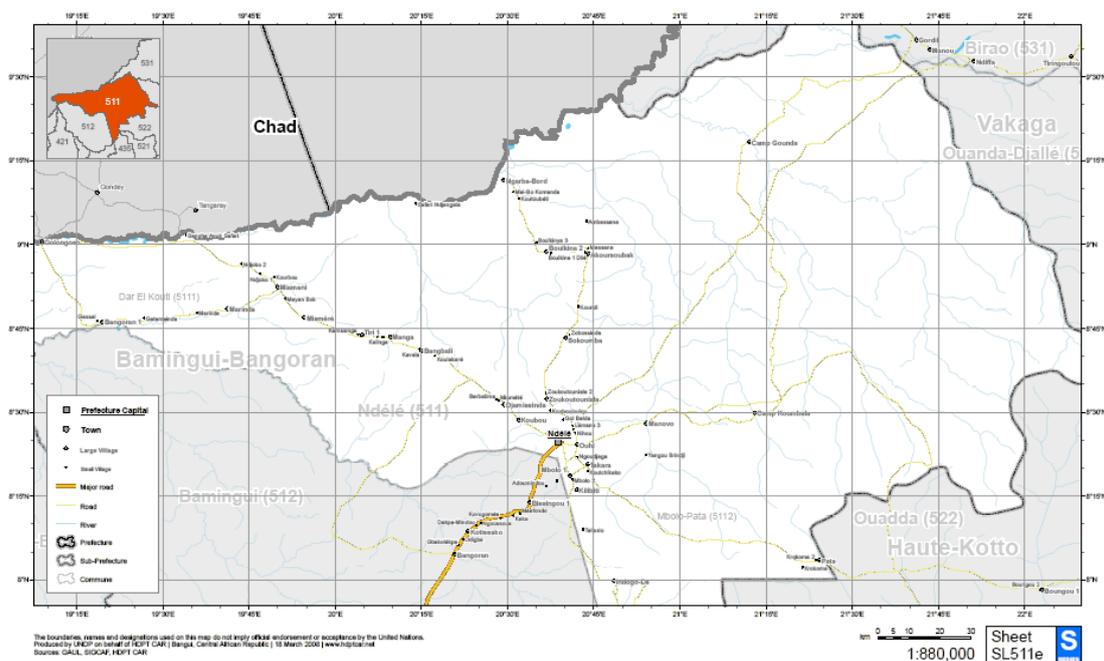
Conclusion générale

La conclusion générale du profilage est que la situation entre les PDIs et les Non PDIs est globalement similaire. Les différences sont nettement moins élevées que dans d'autres situations de crise. Cependant, les PDIs se trouvent dans de situations défavorables en ce qui concerne certains secteurs ou d'aspects à l'intérieur de secteurs, notamment l'eau et assainissement.

La similarité générale peut s'expliquer par plusieurs facteurs :

- a) Les PDIs disposent d'une résilience et capacité d'adaptation considérables.
- b) Un tissu familial favorisant l'absorption des PDIs dans les nouvelles localités est bien en place. 23,7% de PDIs se considèrent comme des résidents permanents tandis que 22,9% de PDIs sont accueillis dans un ménage. En tenant compte de l'assimilation et du fait que 99% des membres de ménages proviennent de la même famille et peuvent partager les ressources selon les coutumes, ces 46,7% de PDIs ramènent les autres PDIs statistiquement dans des conditions plus comparables aux PDIs. L'importance de la famille est aussi reflétée dans le fait que 69% de PDI ont choisi leur localité en fonction d'un regroupement familial. 29,5% de PDI ont reçu d'autres PDIs de leur part.
- c) Les Non PDIs se retrouvent également affectés par le conflit. Par exemple, le fait que 26% des Non PDIs n'ont plus accès à leurs champs affecte la productivité dans l'agriculture, secteur d'activité principal.

CONTEXTE



PARTENAIRES

Pour la réalisation de cette étude, les partenaires UNHCR, DRC, ECHELLE, Joint IDP Profiling Service (JIPS), Bureau Central de Recensement d'ICASEES - avec appui d'OCHA, UNFPA et Cluster protection - se sont investis pour la réussite de l'exercice de profilage à Ndélé-Centre (Dar-el-Kouti) et sur l'axe Bamingui.

PROCÉDURE DE TRAVAIL

La réalisation de ce document avait commencée par la mise en place de plateforme de coordination des différents partenaires impliqués dans le domaine de protection. Ensuite, une phase d'élaboration et de validation des outils et méthodologie a permis à l'équipe de collecter les informations auprès des personnes déplacées internes.

Une formation l'équipe de collecte des données a été organisée pour l'équipe pour que celle-ci puisse bénéficier d'une meilleure appropriation des outils et méthodologie. Afin de pallier aux imperfections liées aux outils et méthodologie, un profilage test a été réalisé.

S'agissant de gestion des données, les logiciels CPro et SPSS ont été utilisés.

Enfin, la rédaction de rapport final a été faite sur la base d'une méthode par laquelle les partenaires ont pu apporter leurs contributions jusqu'à sa finalisation.

OBJECTIFS

Cette étude a été conçue dans le but d'améliorer le niveau d'information sur le nombre désagrégé par sexe et âge, et la répartition des PDI ainsi que leurs conditions de vie et leurs besoins de base pour un meilleur ciblage des interventions en leur faveur. Cette étude avait comme objectifs de :

- Avoir une estimation du nombre des personnes déplacées internes, des personnes non déplacées et leur répartition dans la Bamingui Bangoran.
- Déterminer les caractéristiques socio-démographiques des PDI et Non PDI.
- Déterminer les localités d'origine des PDI et les causes de leur déplacement.
- Apprécier les conditions de vie antérieures et actuelles des PDI, ainsi que leurs intentions de retourner dans leurs localités d'origine.
- Avoir les données générales sur les besoins prioritaires de protection et d'assistance des PDI et non PDI.
- Disposer au niveau national d'un cadre méthodologique approprié de référence pour les études de profilage.



Le but de cette étude est de voir les résultats servir aux acteurs humanitaires comme outil pour la planification des activités en faveur des PDI et des Non PDI ainsi que les familles d'accueil, notamment pour leur protection et leur assistance. Ils pourront permettre de mieux ajuster l'aide

humanitaire à cette population en mettant en œuvre des stratégies de protection des familles victimes de ces troubles.

MÉTHODOLOGIE



Une enquête de ménage

Pour atteindre les objectifs susmentionnés, plusieurs outils de collecte d'information ont été élaborés: fiche de dénombrement, questionnaire ménage, questionnaire de groupes de discussion.

L'opération de profilage a été effectuée à travers un dénombrement systématique de l'ensemble des ménages des aires de dénombrement couverts de ces deux axes, couplé d'une enquête auprès de 300 ménages et des groupes de discussions désagrégés par âge. Les méthodes d'analyses sont quant à elles descriptives.

La collecte des données s'est déroulée du 5 au 27 mai 2011. La saisie, le traitement et l'exploitation informatique des données ont été organisés par l'équipe ECHELLE en collaboration avec le Bureau Central de Recensement de l'ICASEES. Les informations collectées au cours de ce profilage mettent en valeur un certain nombre de résultats.

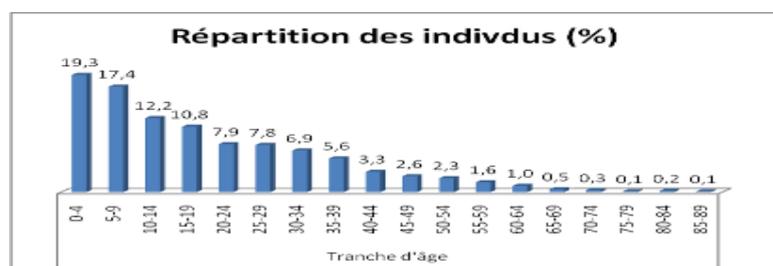
RESULTATS

1. Dénombrement : Sur les deux axes qui ont été enquêtés, il a été dénombré 2111 ménages (dont 1006 à Ndélé Centre et 1105 sur l'axe Bamingui) dont plus d'un quart de ménages sont dirigés par des femmes (28 %) et 72 % par des hommes. La population totale dénombrée est de 10655 individus dont 5668 sur l'axe Bamingui et 4987 à Ndélé Centre. En suivant une procédure d'extrapolation, la population totale des deux zones couvertes est estimée à 60'778 habitants. Cette population est numériquement importante à Ndélé Centre (38026 habitants ; 63 % du total) que de l'axe Bamingui (22753). Elle se compose de 18186 PDIs (26,9 % ; dont 10'009 à Ndélé Centre et 8'178 sur axe Bamingui) et de 42592 Non PDIs. En tenant compte d'une marge d'erreur, la population totale est estimée de 57000 à 63000, avec 17000-19000 PDIs et 40000 à 44000 Non PDIs. Ces chiffres calculés sont plus élevés de ceux compilés par OCHA sur toute la Bamingui Bangoran.

60% de la population sont entre 0 à 19 ans

2. Caractéristiques socio démographiques

2.1 Structure par sexe et âge : Les groupes d'âge dominants dans la population sont ceux compris entre 0 et 4 ans (19,3%), 5 et 9 ans (17,4%), 10 et 14 ans (12,2%) et 15 et 19 ans (10,8%). Ces

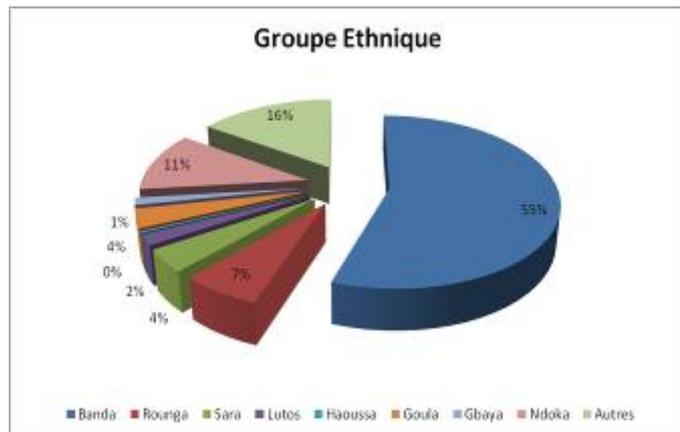


statistiques sont presque similaires aussi bien chez les PDIs et les Non PDIs. Au sein de ces âges, les effectifs par sexe sont quasiment identiques. L'on remarque aussi que 60% des personnes ont moins de 20 ans. Par ailleurs, les femmes

représentent 53 % des individus enquêtés contre 47 % d'hommes.

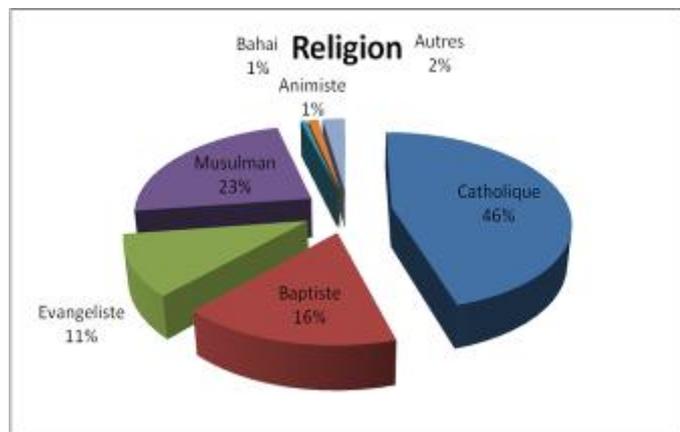
2.2 Caractéristiques de la population et des ménages : Les ménages de plus de 1 jusqu'à 9 membres sont majoritaires (54%). 0,9 % des membres des ménages sont sans lien de parenté avec le ménage de type PDIs ou non. Cette situation met en relief le fait que les PDIs se sont prioritairement orientées vers des membres de leur famille, c'est-à-dire les personnes de la même ligné, et très peu vers d'autres personnes. L'on retrouve en effet 17,6 % de collatéraux du chef ou de son conjoint dans l'ensemble de la population. Cette présence relativement importante d'autres parents dans le ménage dénote du fait que la famille élargie reste l'une des caractéristiques de cette population enquêtée.

Contrairement à ce qu'on peut penser de l'extérieur, les groupes ethniques en tension Goula et Rounga ne composent qu'une petite minorité des PDIs dans l'ensemble des deux zones. En faite, la répartition des enquêtés selon l'ethnie indique que 55% sont Banda, 11% des Ndoka, 7% Rounga, 4% Sara, 2 % Lutos et 1% Goula.



Même si la religion Musulmane constitue la majorité à Ndélé Centre (42%), la structure de la population selon l'appartenance religieuse montre que la population dans l'ensemble est constituée en majorité des chrétiens catholiques (46 %), des musulmans (23 %), suivi respectivement des chrétiens baptistes (16 %) et des évangélistes (11 %). Les PDIs sont aussi constituées en majorité de ces différentes religions.

l'ensemble est constituée en majorité des chrétiens



Pour ce qui est de l'état matrimonial, les résultats montrent que plus de la moitié de la population vit en union libre. La vie de veuvage représente quant à elle 4,8 % de la population, les séparés 1% et les divorcés 2,8%. L'on note un taux élevé de mariages précoces (5.5% des garçons et filles de 12 à 14 ans et 30,8% de filles de 15 à 17 ans).

À propos de participation à une structure communautaire, plus de la moitié des enquêtés ne sont pas adhérents à une structure communautaire (62%). Le résultat de cette étude révèle que 29,5 % de cette population se trouve dans les associations religieuses et 7,2 % dans le comité de développement villageois. De plus, seulement 25% des Chefs de Ménages PDIs et non PDIs ont indiqués s'être adhérents à des groupements agricoles.

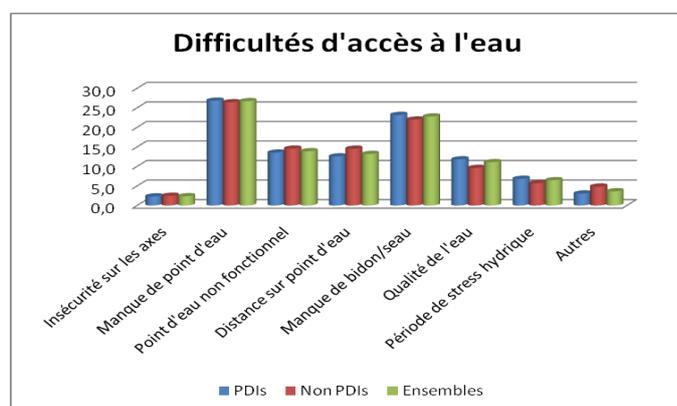
3. Conditions de vie des personnes déplacées et de leur famille d'accueil

3.1 Habitation : La situation de résidence de PDIs indique que 53,9% sont des résidents temporaires, 23,7% des résidents permanents, et 22,4 % des accueillis.

Il en résulte que plus de la moitié des PDIs ont un titre d'hébergement actuel dont 57,3% maisons d'accueil. Le mode principal d'approvisionnement en eau est le forage (46%) dont 70% sur l'axe Bamingui et 22% à Ndélé Centre, et le puits (21%).

		Titre d'occupation/d'hébergement actuel					Total
		Maison de propriété	Maison en location	Maison d'accueil (gratuit)	Abris construit	Autres	
Axe	Bamingui	16,0	11,0	57,0	16,0	0,0	100,0
	Ndélé Centre	18,2	18,2	57,6	5,1	1,0	100,0
Sexe	Homme	15,4	14,7	58,0	11,2	0,7	100,0
	Femme	21,4	14,3	55,4	8,9	0,0	100,0
Ensemble		17,1	14,6	57,3	10,6	0,5	100,0

En fait 38,7% de la population de Ndélé Centre passe plus qu'une heure à marcher pour chercher d'eau alors que 50,7% de la population de l'axe Bamingui subit le même sort.



Au plan de l'éclairage, les principaux modes d'éclairage sont les lampes à batterie communément appelées lampes chinoises (38,3 %), lampes tempêtes (26,3 %), bois de chauffe (21 %).

En matière d'équipement, les biens de subsistance d'une famille traditionnelle dans la Bamingui Bangoran sont les plus fréquemment utilisés (nattes, assiettes, pagnes, moustiquaires imprégnées, les marmites et les bidons de 20 L). On note

également la rareté des outils d'informations tels que le poste radio transistor, le téléphone portable faute de réseau téléphonique dans une grande partie de la zone, ce qui contribue à l'isolement de la population.

En matière d'approvisionnement d'eau, les principales difficultés rencontrées par les ménages sont les suivantes : i) le manque de point d'eau (plus de 25 % ; ii) le manque de matériel de transport d'eau (un peu plus de 20 %) ; iii) le non fonctionnement de certains points d'eau ; iv) la distance qui sépare les ménages du point d'eau et la qualité d'eau qui présentent des pourcentages tournant autour de 10 % à 15 % constitue d'autres difficultés lié à l'accès à l'eau potable.

Categories	Tranche d'âge	Actifs en AGR (%)
PDIs	10 à 14	6,4
	15 à 17	18,6
	18 à 60	72,1
Non PDIs	10 à 14	8,1
	15 à 17	34,4
	18 à 60	77,9
Total	10 à 14	7,0
	15 à 17	23,5
	18 à 60	74,1

Concernant les conditions d'hygiène, dans l'ensemble, plus de la moitié de la population (52,3 %) se soulagent dans les latrines situées dans leur cour, 19,7% dans les latrines des voisins et 28% la brousse et les champs. Cette situation est plus accentuée chez le PDIs (31%) que chez les Non PDIs (22%).

3.2 Emploi : Dans l'ensemble des enquêtés, la population de 18 à 60 ans est plus active en ce qui concerne le travail, car on compte 74,1 % de cette population qui est active. Par contre, parmi ceux

de 10 à 14 ans, on ne compte que 7 % de ceux qui poursuivent un travail. La proportion des enquêtés sur les AGR commence à devenir importante à partir de l'âge de 15 ans. Pour cette étude, 23,5 % des enfants de 15 à 17 ans sont actifs.

En faisant l'étude selon la catégorie de la population, la tendance semble identique à l'ensemble mais avec un peu plus de présence des Non PDIs que des PDIs notamment pour le groupe d'âge des 15 à 17 ans, ce qui montre que le phénomène de déplacement n'affecte pas énormément le comportement les activités économiques de cette population.

4. Cause de déplacement, volonté de retour des PDIs vers leurs lieux de résidence d'origine et les raisons de leur sédentarisation dans leur lieu de résidence actuelle :

Concernant les causes de déplacement du lieu de résidence habituel, 62% évoquent les représailles ou les attaques des forces non gouvernementales comme causes primaires.

Les résultats montrent que ce sont les événements de 2010 et 2011 qui ont provoqué le déplacement de plusieurs personnes enquêtées (40% en 2010 et 40% en 2011 jusqu'en mai). Seulement 1,6% des enquêtés ont quitté leur lieu de résidence habituelle pour venir directement trouver l'asile dans le lieu de résidence actuelle. Quant aux autres (98,4%) ont d'abord transité dans une autre localité avant de s'installer dans la localité actuelle.

Par mesure de sécurité, la majorité des déplacés sont partis loin de leur localité d'origine. Près de 33% passent toute une journée de marche pour atteindre leur lieu de résidence habituelle et moins de 8 % à faire 1 heure de marche. Chez les femmes, la marche est comprise entre 1 et 3 heures (35,1 %) alors que les hommes font plus d'une journée de marche.

L'éloignement des zones de turbulence varie d'un axe à l'autre. Respectivement 55,6 %, 29,3 % et 10,1 % des PDIs de Bamingui font plus d'une journée de marche, 6 heures à une journée de marche, et entre 3 et 6 heures de marche alors que ceux de Ndélé Centre en font 39,4 % d'une à 3 heures, et 21,1 % de 3 à 6 heures de marche.

Une proportion très significative de 78,9 % des déplacés interrogés (84,2% chez les femmes et 76,8% chez les hommes) ne veulent pas retourner dans leur ancienne localité de résidence. 45,5% de ces personnes ont un plan pour aller ailleurs. Les raisons évoquées par 70 % de la population enquêtée sont la poursuite actuelle du conflit/insécurité. Même parmi la population qui veut retourner, près de 90% ne sont pas en mesure de préciser quand ils/elles veulent le faire.

		Intention de retour
		Oui
Axe	Bamingui	10,0
	Ndélé Centre	32,3
	Total	21,1
Sexe	Homme	23,2
	Femme	15,8
Ensemble		21,1

D'une manière générale, les déplacés ne sont pas retournés dans leur zone de résidence d'avant la crise pendant toute la durée de celle-ci. C'est le cas de plus de trois personnes déplacées sur quatre. Aussi, 80,7% des femmes déplacées qui ont refusé de faire un tel voyage ne disposent pas assez d'informations sur leurs localités d'origine contre 73% des hommes déplacés.

Concernant les causes de déplacement du lieu de résidence habituel, 62% évoquent les représailles ou les attaques des forces non gouvernementales comme causes primaires.

5. Santé : Le paludisme, la fièvre, la diarrhée, les problèmes pulmonaires et les autres types de maladies, sont les maladies les plus fréquemment citées par les individus. En cas de maladie d'un membre du ménage, 41,7 % des membres affirment avoir reçu l'aide du ménage où ils se trouvent après la vente d'un bien familial pour payer les frais et ordonnances médicaux.

En ce qui concerne les accouchements, une grande majorité (entre 66% et 80%) pour les PDI et non PDI à Ndélé Centre et sur l'axe Bamingui ont utilisé une structure sanitaire.

6. Education : Le taux de scolarisation est similaire pour les PDI et Non PDI, avec de fortes variances concernant l'inscription des filles. Le taux de scolarisation des PDI de 5 à 15 ans est de 49,4% (43,6% de garçons et 58,2% pour les filles). Celui des Non PDI s'élève à 48,2% (64,1% de garçons et 34,1% de filles).

Moins que 50% des enfants entre 5 et 15 ans ne fréquentent pas l'école.

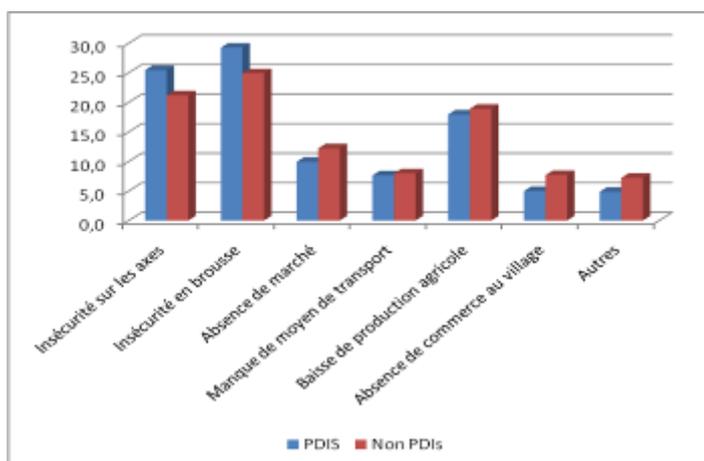
Les principales raisons évoquées par les enquêtés qui ne fréquentent plus l'école sont le manque de moyens financiers ou le coût très élevé des redevances scolaires (34,7 %), le désintéressement vis-à-vis de l'école (27,8%) et l'insécurité (11,1%).

L'enquête révèle une haute proportion de désintérêt parmi le groupe d'âge 5-9 ans (14% sur Bamingui et 25% sur Ndélé Centre).

7. Sécurité alimentaire et vivre : Il a été relevé que les aliments les plus couramment consommés par les ménages sont le manioc, les légumes, le haricot et du poisson. Les PDI et les Non PDI ont relevé la difficulté d'avoir des semences avant les semis. Cette situation est liée à la faible production par ménage, ce qui ne permet pas de dégager une proportion qui servira de semence. Mais parmi les produits possédés en stock, le maïs et l'arachide sont les plus cités (21,6% chacun). Il est à noter que seulement moins d'un quart des enquêtés ont eu des rations alimentaires lors de la dernière distribution qui remonte à plus de trois mois (64,3%). On relève de cette étude que plus de la moitié des PDI ne sont plus repartis cultiver dans leur ancien champ.

Les principaux outils aratoires utilisés sont : houes et la machette. Cependant, on relève un manque généralisé des outils comme le sseau, l'arrosoir, la chaîne d'attelage et le râteau.

L'insécurité en brousse, l'insécurité sur les axes, la baisse de production agricole constituent respectivement les principales raisons évoquées par les chefs de ménage interrogés concernant les difficultés d'accès à la nourriture. Le manioc et l'arachide sont les cultures les plus pratiquées (dont les proportions sont les plus hausses et supérieures à 25%). On note également la culture du maïs et de mil.



L'organisation en groupe pour cultiver est peu appréciée par cette population (environ 75% des enquêtés qui ont répondu non à la question concernant la culture de champ en groupe). Cependant les quelques 25 % qui ont pu s'associer pour cultiver ont dans la plupart de cas cultivé plus d'un hectare de champ. L'autre aspect touchant la

sécurité alimentaire est l'élevage pratiqué par plus de la moitié des ménages enquêtés (53%) chez les Non PDIs et par 33% des PDIs. Les types d'élevage les plus pratiqués sont la volaille et des caprins.

26% des Non PDIs n'ont pas accès à leurs anciens champs

8. Accès aux champs : Lors des crises militaro-politiques dans la préfecture de la Bamingui Bangoran, certains ont perdu leur champ et surtout ceux qui ont quitté leurs lieux de résidence habituel. Ainsi l'étude montre que 57,5 % des PDIs ne cultivent pas dans le champ de leurs lieux de résidence habituelle. Cependant, 26 % des Non PDIs, bien que n'ayant pas quittés leurs lieux de résidence habituelle, n'ont plus accès à leurs anciens champs à cause de l'insécurité.

9. Sécurité, protection et la perte en vie humaine : Parmi les ménages enquêtés lors du profilage, 20% d'entre eux affirment avoir perdu leurs plus proches parents lors de 6 derniers mois qui précèdent l'enquête. Cette proportion est plus élevée chez les PDIs que chez les Non PDIs. Sont dénombrés près d'un quart des ménages PDIs qui ont perdu un de leurs proches parents alors que les Non PDIs ne sont qu'à 15 %. Les personnes ayant perdu la vie lors de ces évènements sont âgées pour la plus part entre 2 et 4 ans (14,9%), entre 18 et 25 ans (13,5%), entre 26 et 43 ans (25,7%) et plus de 44 ans (28,4%).

		Catégorie		Ensemble
		PDIs	Non PDIs	
Raisons du décès	Maladie	27,3	31,3	28,2
	Abus physique par forces ou groupes armés	49,1	31,3	45,1
	Abus physique lie au conflit interethnique	3,6	0,0	2,8
	Abus Physique lie a violence familiale	0,0	12,5	2,8
	Abus Physique lie a la transhumance	1,8	0,0	1,4
	Accusation de sorcellerie	0,0	12,5	2,8
	Accident de route	3,6	0,0	2,8
	Picture de serpent	1,8	0,0	1,4
	Manque de nourriture	1,8	0,0	1,4
	Décès durant l'accouchement	9,1	0,0	7,0
	Mort naturelle	1,8	12,5	4,2
Total		100,0	100,0	100,0

Les causes du décès principales énoncées par ces ménages sont les exactions des forces et groupes armés (45,1%), la maladie (28,2 % dont 31,3 % chez les Non PDIs et 27,3 chez les PDIs). Ces différentes causes font créer un climat de méfiance vis-à-vis de la situation sécuritaire. En effet, 27,7% (la plus forte proportion) avouent qu'ils ne se sentent pas en sécurité.

RECOMMANDATIONS

Comme le profilage lui-même, les recommandations suivantes n'adressent pas toute la Bamingui Bangoran, mais focalisent exclusivement sur la zone de profilage à l'intérieur de la Préfecture de Bamingui Bangoran, à savoir Ndélé Centre (Dar-el-Kouti) et l'axe Bamingui. Au-delà, la préfecture

dispose de cinq axes majeurs supplémentaires (Ngarba, Miamani, Kpata, Manovo et Birao). Comme la zone couverte par le profilage était restreinte pour des raisons d'insécurité, les besoins des populations (PDI et Non PDI) vivant dans ces autres axes peuvent donc être bien différents.

Recommandations générales

1. Compte tenu de la similarité générale des conditions de vie de PDIs et Non PDIs dans la plupart de secteurs, il est important pour l'assistance humanitaire à Ndélé Centre et l'axe Bamingui d'impliquer toutes les deux populations dans les programmes de sécurité alimentaire, nutrition, relèvement précoce, WASH, protection, éducation et tout autre programme humanitaire, notamment pour ne pas provoquer une coupure du tissu familial ou une rupture d'une cohésion sociale déjà fragile et tenir compte l'impact du conflit sur les Non PDIs.
2. Cependant, comme ce profilage a relevé des besoins spécifiques de PDI dans les domaines le domaine de WASH, il est recommandé pour les spécialistes présentes dans la zone d'approfondir l'étude des données de ce profilage et de développer des programmes (cf. recommandations ci-dessous concernant le secteur conditions de vie).

Recommandations spécifiques

Caractéristiques de la population et des ménages

1. Comme des liens de parenté constituent une caractéristique des ménages regroupant PDIs et Non PDIs, toute assistance en faveur de solutions durables devrait tenir compte et renforcer ces liens constituant des mécanismes importants de gestion de situations difficiles.
2. Comme les groupes ethniques en tension Goula et Rounga ne constituent qu'une petite minorité (8% de PDIs) dans la zone couverte, il sera important de rechercher une issue définitive du conflit en engageant toute la panoplie de communautés dans des négociations au niveau macro.
3. Compte tenu du fait que l'accueil de plus de 93,3% de PDIs est décidé à l'intérieur de la structure familiale et que 67,8% de Non PDIs ont une mauvaise image des PDIs, il sera important de promouvoir la coexistence pacifique entre PDIs et Non PDIs à travers d'activités de cohésion sociale.
4. Le taux élevé de mariages précoces (5,5% des garçons et filles de 12 à 14 ans et 30,8% de filles de 15 à 17 ans) requiert des sensibilisations ciblées pour les acteurs de protection auprès des familles et les écoles.

Conditions de vie

1. De par le fait que l'agriculture constitue l'activité économique principale et qu'uniquement 25% de chefs de ménage sont organisés en groupement agricole, il existe un potentiel considérable de développer les groupements à Ndélé Centre et surtout sur l'axe Bamingui, où uniquement 16,0% des PDI et 21,0% de Non PDI font partie d'une telle structure.

2. Le fait que 23,7% de PDIs se considèrent comme des résidents permanents démontre que cette partie a fait un choix de solution possible de rester dans la communauté d'accueil.
3. Comme la majorité de PDIs sont logés dans des maisons d'accueil, l'assistance aux PDIs doit aussi prendre en compte les besoins de tout le ménage d'accueil composant de PDIs et Non PDI.
4. Etant donné que 38,7% et 50,7% des populations de Ndélé Centre et de l'axe Bamingui sont obligées de marcher plus d'une heure pour rechercher de l'eau, respectivement, il convient de trouver une solution à cette situation difficile.
5. Le déplacement ayant un impact sur la situation hygiénique des PDI, il s'agit d'identifier des programmes WASH pour réduire le chiffre de 31% de défécation en brousse parmi cette population.
6. En faisant l'étude selon la catégorie de la population, la tendance semble identique concernant l'AGR. Il est vivement recommandé d'adresser le taux élevé de travail d'enfants de 7% pour les 10-14 ans et de 23,5% pour les 15 à 17 ans.

Causes de déplacement, volonté de retour des PDIs vers leurs lieux de résidence d'origine et les raisons de leur sédentarisation dans leur lieu de résidence actuelle

1. Comme 78,9% de PDIs ne veulent pas retourner, cette décision doit être respectée et aucun programme de retour ne devrait être planifié pour le moment.
2. En tenant compte de 23,7% de PDIs en résidence permanents, 78,9% sans volonté de retourner et de ce dernier groupe 45% ayant un plan d'aller ailleurs, toute identification de solution durable doit prendre en considération les options, intégration locale, relocalisation et retour.

Education

Compte tenu du faible niveau de scolarisation des 5 à 15 ans (en moyenne de moins de 50%) et une forte proportion de parents d'enfants non-scolarisés qui ne voient pas l'utilité de l'école, des activités visant une augmentation du taux d'inscription et de la qualité de scolarité sont recommandées.